



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis?q=idweb:24-95638>

Département(s) de publication : **36**

Annonce n° **24-95638**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Département de l'Indre DGARTPE

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 22360001600016

Ville : Châteauroux cedex

Code postal : 36020

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 36

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_WGqKxBTWps

Identifiant interne de la consultation : PA-2024-092 à 094

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service des marchés

Adresse mail du contact : Drtpe-smgp@indre.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Formulaires de candidature
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Formulaires de candidature
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Formulaires de candidature

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 13/09/2024 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Département de l'Indre

Critères d'attribution : - Prix : 75 % - Valeur technique de l'offre : 25 %

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Réfection de joints de chaussée et trottoirs - 3 lots

Code CPV principal - Descripteur principal : 45233141

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Réfection de joints de chaussée et trottoirs selon les techniques suivantes : - La réfection des joints de chaussée et trottoirs type "HIATUS" - La réfection des joints de chaussée et trottoirs type "REVÊTEMENT AMÉLIORÉ" - La réfection des joints de chaussée et trottoirs type "PEIGNE" - Le pontage de chaussée sur ouvrage, trottoir et corniche,... - La remise en état des équipements permettant l'évacuation des eaux pluviales

Lieu principal d'exécution du marché : INDRE

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée (H.T.) : 800000.04 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot :** Lot 1 Joints de chaussée et trottoirs type " HIATUS " Accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum annuel de 66 666,67 euros HT. La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an à compter de sa notification et pourra être reconduit 3 fois.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45233141

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 266666.68 euros

Lieu d'exécution du lot : INDRE

- **Description du lot :** Lot 2 Joints de chaussée et trottoirs type " REVETEMENT AMELIORE " Accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum annuel de 83 333,34 euros HT. La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an à compter de sa notification et pourra être reconduit 3 fois.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45233141

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 333333.36 euros

Lieu d'exécution du lot : INDRE

- **Description du lot :** Lot 3 Joints de chaussée et trottoirs type " PEIGNE " Accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum annuel de 50 000 euros HT. La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an à compter de sa notification et pourra être reconduit 3 fois.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45233141

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 200000 euros

Lieu d'exécution du lot : INDRE

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Chaque candidat devra produire les pièces suivantes : - Lettre de candidature à signer - Déclaration du candidat DC2 - Liste des moyens en personnel et techniques -

Références de prestations similaires de moins de 5 ans - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire Retrait des dossiers (gratuit) et dépôt des offres uniquement par voie dématérialisée à l'adresse : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_WGqKxBTWps Pour obtenir des informations complémentaires, les candidats devront faire une demande écrite via achatpublic.com Point de contact (copie de sauvegarde, problèmes d'accès...) : DGARTPE : tél : 02 54 08 37 54/56 - Financement sur les crédits inscrits aux budgets départementaux. - Paiement par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours après réception de la facture par la collectivité ou son représentant. - Groupement solidaire ou conjoint. Dans ce dernier cas, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif, 2 cours Bugeaud CS 40410 87011Limoges cédex Tél : +33 555339155 télécopieur : +33 555339160 adresse mail : greffe.ta-limoges@juradm.fr Introduction des recours Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : - Référé pré-contractuel avant la signature du marché (article L551-1 du code de justice administrative français) - Référé contractuel jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution (R 551-7 du Code de Justice Administrative) - Référé suspension dans les deux mois à compter de leur publication contre les actes détachables du contrat (article L. 521-1 du Code de justice administrative). - Recours pour excès de pouvoir dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision administrative concernée (article R.421-1 du Code de justice administrative). - Recours de plein contentieux dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir. - Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/08/2024